



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des deux parties à chaque étape ;
- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés ;
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour ;
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours ;
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données ;
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ... ;
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux... ;
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.